

Intervention du président Charles Michel lors de la conférence de presse avec le Premier ministre portugais António Costa à Lisbonne



Merci pour l'accueil qui m'est réservée. Ma présence ici est aussi le signe d'un soutien très, très engagé. Le signe aussi de la confiance. On se connaît depuis plusieurs années, on travaille ensemble depuis plusieurs années et je suis optimiste, un peu à l'image du symbole de la présidence portugaise, le soleil, la lumière et l'espoir.

L'année 2020 a été une année brutale pour le monde, pour l'Union européenne également. Cette crise, le COVID-19, qui nous a frappés, qui nous a ébranlés et qui a peut-être aussi été l'occasion d'affirmer les priorités de l'Union européenne, d'abord au travers de l'unité et de la confiance qui a été nécessaire. L'unité, ça n'est jamais simple, ça se travaille en permanence et nécessite des efforts, du dialogue, de la compréhension mutuelle et de la capacité de décider ensemble.

Vous savez, nous le savons, cette présidence portugaise démarre au début de l'année 2021, alors que l'année précédente a été marquée par ce choc, et démarre alors que nous ne sommes pas encore sortis du COVID-19. Nous sommes mobilisés, totalement, avec la Commission européenne, avec les gouvernements et les autorités locales également afin de déployer les vaccins. Et on voit que c'est un défi gigantesque face à nous. Nous allons continuer à être mobilisés sur ce sujet et c'est en ce sens que nous avons évoqué tout à l'heure qu'avant la fin du mois de janvier, il y aura à nouveau une vidéoconférence au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement afin d'aborder une fois encore cette question de la gestion de cette crise COVID qui nous frappe et cet important déploiement des vaccins, mais également de tous les instruments à notre disposition pour limiter la propagation du virus, prendre le contrôle sur le virus, faire en sorte que 2021 soit l'occasion de maîtriser ce virus.

Et puis, les trois priorités exprimées très bien par António Costa concordent parfaitement avec les objectifs à moyen et à long terme de l'Union européenne. Le premier point, c'est réussir la relance économique.

De nouveau espoir, mais pas seulement de l'espoir, c'est également la capacité de mobiliser des moyens financiers concrets: l'année 2020 a été marquée par deux moments politiques importants pour l'Union européenne: l'accord du mois de juillet: quatre jours et quatre nuits, 750 milliards d'euros qui ont été mobilisés, une part substantielle en subventions, des plans nationaux pour mobiliser ces moyens en direction du développement économique, en direction des citoyens et surtout au départ de deux piliers: le changement climatique et l'agenda numérique. Deux piliers qui rentrent

totalément dans les priorités de cette présidence portugaise et pour lesquels nous avons du pain sur la planche en 2021.

Dès les premiers mois de 2021, les accords climat, puisque nous avons validé au mois de décembre nos ambitions à l'horizon 2030, après avoir validé cette ambition de neutralité climat à l'horizon 2050 pour l'Union européenne et qui fait de l'Union européenne un leader sur le plan climatique et qui fait de nous une entité qui a l'ambition d'utiliser cet enjeu climatique comme opportunité pour soutenir davantage de développement, davantage de prospérité et de cadre de vie.

Il en va de même pour la question numérique. Le Portugal, d'ailleurs, a une expérience extrêmement importante, avec une ambition très forte qui sera certainement utile sur le plan européen également.

Deuxième point: le pilier social. J'aime bien cette expression qui a été utilisée par le ministre portugais des Affaires étrangères, qui dit "c'est l'Europe pour les gens" et on ne doit pas oublier que le point de départ de ce projet européen au siècle passé, c'est mettre à l'avant plan ce bien être européen, cette qualité de vie, ces conditions de vie. L'Europe, c'est plus qu'un projet financier, c'est plus qu'un projet économique, c'est un projet fondé sur des valeurs. Et c'est en cela que ce moment du mois de mai, cette réunion qui aura lieu ici à Porto, est un moment que nous allons bien préparer, en étroite coopération, tu peux compter sur tout le soutien du Conseil, des équipes qui m'entourent pour venir en appui. Car ça doit être un moment pour donner ce signal de façon très, très concrète qui fasse cette démonstration de la valeur ajoutée du projet européen pour 450 millions de citoyens européens, pour leur dignité, pour leur cadre de vie. Et ça se traduit à la fois au travers de droits sociaux, au travers de l'accès à l'éducation, au travers de la lutte contre toutes les formes de discrimination, contre les inégalités. Il y a là un moment qui sera, j'en suis totalement convaincu, un moment important pour le projet européen.

Et puis, le troisième point, effectivement l'Europe globale, l'Europe qui prend son destin en main et l'Europe qui utilise les instruments dont nous disposons: un marché intérieur, 450 millions de citoyens, une force économique, une force commerciale, des chercheurs, une capacité d'innovation, des capacités aussi d'exprimer des positions sur le plan international, de travailler pour tenter de garantir plus de sécurité. Et cette ambition suppose aussi que l'Union européenne assume pleinement son devoir comme partenaire engagé pour le multilatéralisme. Cette conviction que la coopération internationale est la clé pour relever des défis qui confrontent le monde dans son ensemble, mais également quelques grands rendez-vous qui seront importants: le rendez-vous avec l'Inde, partenaire important pour l'Union européenne, pour le changement climatique, pour la capacité de stimuler des investissements, de faire améliorer les principes de fairplay économique, les principes de réciprocité, le lien transatlantique, après des élections récentes aux Etats-Unis qui sont l'occasion, on a déjà eu ce débat au niveau du Conseil européen, de baliser pour l'avenir, les priorités, notre relation avec cette partie du monde, sans oublier la relation avec l'Afrique, ce grand continent au sud de l'Europe pour lequel nous souhaitons aussi engager fortement des projets.

Et sans oublier aussi que ce 1er janvier est aussi une date qui compte puisqu'un pays a quitté l'Union européenne. C'est donc une nouvelle relation future qui va devoir être mise en oeuvre à la suite des accords qui ont été conclus à la fin du mois de décembre avec le Royaume-Uni.

Vous voyez un agenda ambitieux, au sens positif du terme, et une volonté farouche d'être tout entier mobilisé. Je me réjouis en tout cas, António, de pouvoir compter sur une coopération qui, je le sais, sera très, très étroite, très forte, parce que nous partageons ces mêmes convictions européennes. Et nous pensons qu'au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, partout sur le territoire de l'Union européenne, nous sommes dans le même bateau et nous avons la même conviction que ce moment doit être un moment pour faire progresser l'Union européenne au service des 450 millions de citoyens européens.